

GE_GERICHTE ACPR/80/2024 vom 4. Juli 2023

GE Cour de justice, 2023-07-04, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACPR_80_2024

FR: GE_GERICHTE ACPR/80/2024 du 4 juillet 2023

IT: GE_GERICHTE ACPR/80/2024 del 4 luglio 2023

Volltext

REPUBLIQUE ET

CANTON DE GENEVE POUVOIR JUDICIAIRE P/23328/2021 ACPR/80/2024 COUR DE JUSTICE Chambre pénale de recours Arrêt du mardi 6 février 2024

Entre A_____, représentée par Me B_____, avocate, recourante,
contre l'ordonnance rendue le 4 juillet 2023 par le Ministère public,

et LE MINISTÈRE PUBLIC de la République et canton de Genève, route de Chancy 6B,
1213 Petit-Lancy - case postale 3565, 1211 Genève 3, intimé.

- 2/3 - P/23328/2021 Vu : - l'ordonnance du 4 juillet 2023, communiquée par pli simple, par laquelle le Ministère public a constaté le retrait de l'opposition à l'ordonnance pénale à la suite du défaut de A_____ à l'audience du même jour; - le recours déposé le 17 juillet 2023 par la recourante contre cette décision; - les observations du Ministère public du 12 janvier 2024. Attendu que : - dans ses observations, le Ministère public indique retirer l'ordonnance querellée. Considérant que : - la décision précitée fait matériellement droit aux conclusions du recours de sorte que celui-ci est devenu sans objet; - les frais du présent recours seront dès lors laissés à la charge de l'État; - l'indemnité du défenseur d'office de la recourante, qui fait partie des frais de la procédure (art. 422 al. 2 let. a CPP), sera fixée à la fin de celle-ci (art. 135 al. 2 CPP). * * * * *

- 3/3 - P/23328/2021 PAR CES MOTIFS, LA COUR :

Déclare sans objet le présent recours et raye la cause du rôle. Laisse les frais de la procédure de recours à la charge de l'État. Notifie le présent arrêt, en copie, à la recourante, soit pour elle son conseil, et au Ministère public. Siégeant : Madame Daniela CHIABUDINI, présidente; Monsieur Christian COQUOZ et Madame Françoise SAILLEN AGAD, juges; Monsieur Julien CASEYS, greffier.

Le greffier : Julien CASEYS

La présidente : Daniela CHIABUDINI

Voie de recours :

Le Tribunal fédéral connaît, comme juridiction ordinaire de recours, des recours en matière pénale au sens de l'art. 78 de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110); la qualité et les autres conditions pour interjeter recours sont déterminées par les art. 78 à 81 et 90 ss LTF. Le recours doit être formé dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète de l'arrêt attaqué.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14. Les mémoires doivent être remis au plus tard le dernier jour du délai, soit au Tribunal fédéral soit, à l'attention de

ce dernier, à La Poste Suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse (art. 48 al. 1 LTF).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.